

RÈGLES ET PROCÉDURES RELATIVES À L'AIDE

« CARTE BLANCHE »

Version en vigueur
au 1^{er} janvier 2024



FILM FUND
LUXEMBOURG

Fonds national de soutien à la production audiovisuelle



1. OBJET¹

- 1.1. Conformément à l'article 2 (1) de la loi du 22 septembre 2014 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle (*ci-après la « Loi »*), le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle (*ci-après le « Fonds »*) a notamment pour missions « d'encourager la création cinématographique et audiovisuelle et de promouvoir le développement du secteur de la production audiovisuelle au Grand-Duché de Luxembourg notamment par le biais de subventions, d'aides financières, de subsides, de bourses et de récompenses ».
- 1.2. L'aide « Carte Blanche » (*ci-après l'« ACB »*) s'inscrit dans cette mission et s'adresse (i) aux sociétés de capitaux résidentes et pleinement imposables, qui ont pour objet social principal la production audiovisuelle et qui produisent effectivement des œuvres cinématographiques ou audiovisuelles, (ii) aux associations sans but lucratif existant en vertu de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, (iii) ainsi qu'à toute personne assumant la qualité de producteur d'un projet visé par cette aide, qui dispose de compétences dans le domaine audiovisuel (*voir définition en [annexe 1](#)*) et qui a un ancrage avec la culture luxembourgeoise (*voir définition en [annexe 1](#)*).
- 1.3. L'objectif de l'ACB consiste à contribuer (*en tout ou en partie*) au financement d'une œuvre cinématographique ou audiovisuelle répondant à l'une des définitions et particularités suivantes :
 - 1.3.1. Il doit s'agir d'un projet de fiction, d'animation, de documentaire, de docu-fiction, de docu-animation, de réalité virtuelle-augmentée, de « transmédia » (*voir définition en [annexe 1](#)*).
 - 1.3.2. Il peut s'agir d'un court, d'un moyen ou d'un long métrage ou encore d'une série.
 - 1.3.3. **Le projet doit être envisagé :**
 - 1.3.3.1. Dans le cadre d'une démarche artistique originale, créative et singulière ; et/ou
 - 1.3.3.2. Dans un contexte « expérimental » ou de « laboratoire », ou « innovant » (*i.e. contenus et/ou moyens de production originaux, réalisation non traditionnelle, nouvelles techniques etc.*) ; et/ou
 - 1.3.3.3. À des fins de mise en valeur du patrimoine socio-culturel et historique du Grand-Duché de Luxembourg ; et/ou
 - 1.3.3.4. Pour favoriser l'émergence de talents, d'artistes, de comédiens, de techniciens en devenir (*non-professionnels*).

2. RECEVABILITÉ DE LA DEMANDE

2.1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

2.1.1. Pour que la demande soit déclarée recevable :

- 2.1.1.1. Le producteur, l'auteur et le réalisateur (*i.e. toute personne qui assume ces fonctions*) doivent pouvoir valoir (i) de compétences dans le domaine audiovisuel (*voir définition en [annexe 1](#)*) et (ii) avoir un ancrage avec la culture luxembourgeoise (*voir définition en [annexe 1](#)*), ce qui vaut également pour les deux réalisateurs lorsqu'il s'agit d'une coréalisation.

¹ A chaque fois que le contexte le permet ou le requiert, une référence à un genre inclut chaque genre tandis que le singulier inclut le pluriel et vice versa.



- 2.1.1.2. Une majorité des membres de l'équipe artistique ou techniques doit être composée de personnes ayant un ancrage avec la culture luxembourgeoise (*voir définition en [annexe 1](#)*).
- 2.1.1.3. Le tournage/la fabrication/la post-production du projet doit en principe se dérouler au Grand-Duché de Luxembourg, sauf justification argumentée devant être analysée par la Commission.
- 2.1.1.4. Tout projet de fiction et d'animation doit être déposé avant le début du tournage ou de la fabrication.
- 2.1.1.5. Tout projet de documentaire ou « transmédia » (*voir définition en [annexe 1](#)*) peut être déposé en cours de réalisation.

2.2. INÉLIGIBILITÉS

- 2.2.1. Un projet de co-production internationale n'est pas éligible pour une ACB. A contrario, un projet de co-production et de co financement nationale est recevable.
- 2.2.2. **Sont exclus d'office du bénéfice des ACB :**
 - 2.2.2.1. Les projets de captation de spectacle, concert, pièce de théâtre, et autre événement grand public ;
 - 2.2.2.2. Les projets de film de fin d'études ;
 - 2.2.2.3. Les projets de clips musicaux ;
 - 2.2.2.4. Les projets dont le contenu cinématographique ou audiovisuel ne constitue qu'une partie d'un tout (*e.g. pilote, prototype, épisode d'une série, etc.*) ;
 - 2.2.2.5. les œuvres pornographiques, incitatrices à la violence ou à la haine raciale, apologétique de crimes contre l'humanité et, de manière générale, contrevenant à l'ordre public et aux bonnes mœurs ;
 - 2.2.2.6. Les œuvres destinées ou utilisées à des fins de publicité ;
 - 2.2.2.7. Les programmes d'information, débats d'actualité ou les émissions sportives.

2.3. LIMITATION DU NOMBRE DE PROJETS ET NOUVEAUX DÉPÔTS

- 2.3.1. Le requérant ne peut déposer qu'une seule demande d'ACB par session.
- 2.3.2. En principe, le requérant ne peut déposer un même projet qu'une seule fois. Si un projet a été avisé défavorablement, le requérant ne peut plus solliciter une ACB pour le même projet, sauf dans le cas où il aurait été encouragé à le faire par la commission ACB. D'autre part, ce même projet ne pourra être déposé dans le cadre d'une demande pour une « Aide à l'Auteur² » ou pour une Aide Financière Sélective (AFS), sauf dans le cas où il aurait été encouragé à le faire par la commission ACB.
- 2.3.3. Un projet avisé défavorablement suite à une demande d'Aide Financière Sélective (AFS) n'est pas recevable dans le cadre d'une ACB.

² Appel à projets d'écriture de scénario d'une œuvre cinématographique et audiovisuelle (anciennement intitulé « Aide aux Auteurs »).

3. FORMALISATION DES DEMANDES

3.1. DATES DES LEVÉES

Les demandes ACB sont recensées par le Fonds à partir d'une date de levée. La date de levée correspond à une échéance à partir de laquelle commence le processus d'analyse des demandes. Les dates des levées (*deux fois par an*) sont publiées sur le site internet du Fonds (www.filmfund.lu). L'agenda des réunions de la commission (*voir article 5 ci-après*) est fixé en fonction des dates de levées.

3.2. COMPLÉTUDE DE LA DEMANDE

La demande est formalisée par la stricte complétude du formulaire de demande (*voir annexe 2*), accompagné des annexes listées sous l'article 3.4 ci-dessous. L'envoi se fait par courrier électronique à l'adresse office@filmfund.etat.lu avec comme sujet « Aide Carte Blanche », ceci en tenant compte du calendrier des levées.

3.3. FORMULAIRE DE DEMANDE

Le formulaire de demande (*voir annexe 2*) doit être dûment complété, daté et signé. A noter que pour la liste des intervenants, il convient d'y renseigner toute personne, professionnelle ou non (*i.e. amateur, étudiant, etc.*) collaborant au projet, ou pressentie pour y assumer une fonction créative, artistique ou technique.

3.4. DOCUMENTS À FOURNIR EN APPUI DE LA DEMANDE

3.4.1. Le formulaire de demande (*voir annexe 2*) doit obligatoirement être accompagné des annexes suivantes :

3.4.1.1. Logline (*3 phrases maximum*) ;

3.4.1.2. Un synopsis long (*environ trois pages*) ou concept pour les projets « documentaire » et « expérimentaux » ;

3.4.1.3. Un scénario pour les projets de courts-métrages de fiction ;

3.4.1.4. Une lettre d'intention rédigée et signée par la personne qui assume le rôle du producteur, et dans laquelle il stipule le montant sollicité auprès du Fonds ;

3.4.1.5. Une lettre d'intention artistique (*sur le style, la structure, les aspects visuels, la description des personnages ou autres*) rédigée et signée par la personne qui assume le rôle de réalisateur, de l'auteur et/ou de l'auteur-réalisateur ;

3.4.1.6. Une stratégie de diffusion/promotion du projet ;

3.4.1.7. Si le projet est adapté d'une œuvre préexistante, l'accord de l'auteur de l'œuvre de référence et/ou de ses ayant-droits (*contrat de cession des droits ou option*) ;

3.4.1.8. Le Budget sous forme libre ;

3.4.1.9. Le plan de financement ;

3.4.1.10. Le CV de la personne qui assume le rôle de producteur. Ce document doit mentionner la date et le lieu de naissance ;



- 3.4.1.11.** Une copie recto-verso de la carte d'identité de la personne qui assume le rôle du producteur, et au cas où elle n'est pas de nationalité luxembourgeoise, un certificat attestant du lieu et de la durée de résidence au Grand-Duché de Luxembourg, ou tout document/renseignement pouvant démontrer son ancrage avec la culture luxembourgeoise ;
- 3.4.1.12.** Le ou les CV de la ou des personne(s) qui assume(nt) le ou les rôle(s) d'auteur et/ou de réalisateur. Ce(s) document(s) doit (doivent) mentionner la date et le lieu de naissance ;
- 3.4.1.13.** Une copie recto-verso de la carte d'identité de chaque personne assumant le rôle du réalisateur et/ou de l'auteur, et au cas où elle n'est pas de nationalité luxembourgeoise, un certificat attestant du lieu et de la durée de résidence au Grand-Duché de Luxembourg ou tout document/renseignement pouvant démontrer son ancrage avec la culture luxembourgeoise.
- 3.4.1.14.** Un relevé d'identité bancaire du compte courant du bénéficiaire du projet.
- 3.4.2.** **A titre facultatif, le requérant peut joindre à sa demande les annexes suivantes (il est entendu que ces éléments complémentaires aideront, si nécessaire, les membres de la commission à mieux appréhender le projet) :**
- 3.4.2.1.** Un scénario ou traitement pour les projets de longs-métrages et de séries de fiction ;
- 3.4.2.2.** Un DVD, fichier vidéo (H.264), lien vidéo (i.e. Vimeo, Youtube, etc.) ou une clé USB d'une œuvre précédente ;
- 3.4.2.3.** Des éléments visuels (moodboard, teaser) ;
- 3.4.2.4.** Un vidéo-pitch ;
- 3.4.2.5.** Tout autre information jugée utile.
- 3.4.3.** **A noter que tous les éléments énumérés [obligatoires et facultatifs] doivent être disposés dans l'ordre ci-avant et compilés dans un fichier électronique unique en format PDF.**

4. MONTANT DE L'ACB

- 4.1. Le montant maximum de l'aide pour la production de l'œuvre est de :**
- 4.1.1.** Trente-deux mille euros (**EUR 32.000**) pour un projet de fiction ou d'animation, transmédia (voir définition en [annexe 1](#)), ou XR (réalité virtuelle/réalité augmentée), ou autre.
- 4.1.2.** Vingt-deux mille cinq cent euros (**EUR 22.500**) pour un projet documentaire, docu-fiction ou docu-animation.
- 4.2.** En plus de ces montants une aide à la promotion peut être demandée pour couvrir les dépenses relatives à l'encadrement et à la promotion de l'œuvre (veuillez consulter les règles de l'Aide à la promotion « Carte Blanche »).



5. COMMISSION

- 5.1. La demande d'ACB est analysée par une commission composée d'un membre de l'administration du Fonds (*un membre supplémentaire de l'administration peut être sollicité pour des projets spécifiques*) et de trois consultants-experts externes.
- 5.2. Cette commission rédige un avis à l'attention du directeur du Fonds, en tenant compte du montant disponible dans l'enveloppe budgétaire annuelle ACB.
- 5.3. Le directeur du Fonds communique la décision au requérant par courrier postal ou par courrier électronique dans la quinzaine qui suit la réunion de la commission. Cette communication est accompagnée d'un commentaire au sujet du projet concerné.

6. CONVENTION

- 6.1. En cas de décision favorable pour l'allocation d'une ACB, le requérant doit contacter le secrétariat du Fonds pour solliciter la rédaction d'une convention à établir entre les parties.
- 6.2. A noter que ladite convention doit être signée au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision. Passé ce délai, le Fonds se réserve le droit d'annuler l'allocation.

7. MODIFICATIONS ET TRANSFERT DE L'ACB

- 7.1. Tout changement par rapport aux conditions spécifiques fixées par la Commission doit être porté à la connaissance du Fonds au préalable. Il en va de même pour tout changement d'auteur et/ou de réalisateur.
- 7.2. Le bénéfice de l'aide ne peut être transférée à une personne physique ou morale, sans l'accord préalable du Fonds. Lorsque le bénéficiaire d'une aide est une personne morale et que celle-ci est amenée à être dissolue ou liquidée, cette information doit être portée à la connaissance du Fonds dans les plus brefs délais.
- 7.3. En cas de non-respect du paragraphe qui précède, le Fonds se réserve le droit de demander le remboursement partiel ou intégral de l'aide conformément à l'article 9 ci-après.

8. MODALITES DE VERSEMENT

- 8.1. **Le versement de l'aide « Carte Blanche » s'effectue en deux tranches :**
 - 8.1.1. Une avance représentant 80% du montant de l'allocation est versée au bénéficiaire à la signature de la convention.
 - 8.1.2. **Le solde de l'aide (20% du montant de l'allocation) est versé après réception des documents suivants :**
 - 8.1.2.1. du formulaire de demande de versement du solde (*voir [annexe 3](#)*) ;
 - 8.1.2.2. une copie du projet réalisé (*support DVD, USB, chargement en ligne*) ;



- 8.1.2.3. une copie du bordereau du dépôt légal auprès du Centre national de l'audiovisuel (CNA) ;
- 8.1.2.4. une liste de l'équipe de production du projet (*conforme au générique*). Cette liste doit reprendre au minimum les artistes, techniciens et studios de post-production ayant participé à la réalisation du projet ;
- 8.1.2.5. en matière de promotion, au minimum trois stills (*photos*) de l'œuvre.
- 8.2. La demande de versement de solde doit parvenir à l'administration du Fonds dans un délai de 18 mois à compter de la date de la signature de la convention par les deux parties pour une œuvre unitaire, et de 36 mois pour une œuvre de série. Passé ce délai, sauf dérogation sollicitée auprès du Fonds avant l'échéance du délai, l'allocation pourra être annulée et le montant correspondant à l'avance être remboursé partiellement ou intégralement.
- 8.3. A noter que le montant définitif de l'aide (*et donc du solde à verser*) sera calculé en fonction du coût total du projet réalisé. En aucun cas le montant définitif de l'ACB ne saurait être supérieur au montant de l'allocation. Dans le cas où le coût total est inférieur au coût prévisionnel du projet (*budget communiqué lors de la demande*), le montant définitif de l'aide sera automatiquement réduit, ceci sur base du pourcentage que représentait le montant de l'allocation de départ en rapport au coût prévisionnel.

9. REMBOURSEMENT

- 9.1. L'ACB n'est pas remboursable. Cependant, en cas de manquement grave du bénéficiaire de l'ACB, le Fonds peut exiger le remboursement intégral et immédiat des montants versés.
- 9.2. **Est considéré comme un manquement grave :**
 - 9.2.1. Toute fausse déclaration au moment de la demande ;
 - 9.2.2. Le non-respect des dispositions de la convention à conclure selon l'article 6 ci-avant ;
 - 9.2.3. Le non-respect des dispositions de la présente, y compris l'article 7 ci-avant ;
 - 9.2.4. Toute obstruction aux missions de contrôle et de vérification du Fonds ;
 - 9.2.5. Le non-respect de l'article 7.2 ci-avant ;
 - 9.2.6. L'utilisation de l'aide allouée à d'autres fins que celles définies par la présente et par la convention.

10. CONTRÔLE

- 10.1. Le Fonds se réserve le droit de demander tous documents et renseignements complémentaires qu'il jugerait utiles à l'appréciation de l'exécution de l'aide faisant objet de la demande ou de l'aide allouée, ceci aux fins de vérification. **Ces demandes peuvent porter notamment :**
 - 10.1.1. Sur la moralité et l'honorabilité des actionnaires ou associés directs ou indirects y compris les bénéficiaires économiques, ainsi que des membres des organes de gérance lorsque le requérant est une personne morale ;
 - 10.1.2. Sur la comptabilité et les contrats conclus par le requérant en relation avec l'objet de l'aide ;



- 10.1.3. Sur le financement des coûts de production ;
- 10.1.4. Sur la promotion, la distribution et l'exploitation de l'œuvre concernée ;
- 10.1.5. De manière générale sur toutes les données susceptibles d'alimenter les statistiques que le Fonds doit établir.
- 10.2. Le Fonds se réserve également le droit d'accéder aux lieux de tournage ou aux locaux de travail et ceci dans le cadre de sa mission de surveillance et de contrôle.

11. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

- 11.1. Le Fonds est tenu au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'octroi d'une aide et ce en conformité avec le Règlement (EU) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 (*ci-après* « **RGPD** »).
- 11.2. Le Fonds s'engage à assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel qu'il aura à traiter dans le cadre de l'octroi d'une aide en mettant tout en œuvre pour empêcher que celles-ci ne soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.
- 11.3. Par ailleurs, le requérant d'une ACB s'engage, conformément à l'article 14 du RGPD, à fournir aux personnes dont il collecte des données à caractère personnel la notice d'information relative à la protection des données à caractère personnel établie par le Fonds qui est consultable sur le site internet du Fonds.
- 11.4. La notice d'information relative à la protection des données à caractère personnel établie par le Fonds informe notamment sur les personnes physiques concernées par le traitement de données à caractère personnel ainsi que sur les catégories de données traitées, la base légale et les finalités du traitement, les sources de données et leurs destinataires, qui dispose de l'accès aux données, la durée de conservation des données ainsi que les droits des personnes concernées.

12. OBLIGATION PARTICULIÈRE

- 12.1. Le requérant d'une ACB a l'obligation de faire figurer aux génériques de début et de fin de tout projet soutenu par une ACB, dans les textes du matériel publicitaire et dans toute ses actions de communication, l'une des mentions suivantes :
 - En luxembourgeois : « *Mat der Ënnerstëtzung vum Lëtzebuerger Filmfong* »
 - En français : « *Avec le soutien du Film Fund Luxembourg* »
 - En allemand : « *Mit der Unterstützung des Film Fund Luxembourg* »
 - En anglais : « *With the support of Film Fund Luxembourg* »
- 12.2. La mention choisie devra être soumise au préalable pour approbation au Fonds.
- 12.3. Par ailleurs, le logo du Fonds devra apparaître au générique du début ou de fin du projet, au choix du requérant.
- 12.4. Toute dérogation à cette obligation doit faire l'objet d'une autorisation écrite préalable de la part du Fonds.



13. PERSONNES DE CONTACT AUPRÈS DU FONDS

13.1. Pour toute question en lien avec le dépôt et la complétude des demandes :

Manon LAVALAOU

Tél. : +352 247-82165

Courriel : office@filmfund.etat.lu

13.2. Pour toute autre question (i.e. critères d'éligibilités, décomptes, mention choisie dans le générique, etc.) :

Mathilda EISCHEN

Tél. : +352 247-82169

Courriel : mathilda.eischen@filmfund.etat.lu



ANNEXE 1

DÉFINITIONS

Version en vigueur
au 1^{er} janvier 2024



ANCRAGE AVEC LA CULTURE LUXEMBOURGEOISE

Dans le cadre d'une aide « Carte Blanche », pour avoir un ancrage avec la culture luxembourgeoise, la personne doit remplir au moins deux des critères suivants :

- avoir résidé au Grand-Duché de Luxembourg au cours des 18 mois précédents la demande d'agrément ;
- avoir suivi une formation secondaire dans un établissement public ou privé luxembourgeois pendant une durée cumulée d'au moins 7 ans ;
- être détenteur du Brevet Technicien Supérieur Cinéma et Audiovisuel organisé par le Lycée des Arts et Métiers, du Bachelor en Dessin d'Animation organisé par l'Université du Luxembourg, ou de tout autre diplôme dispensé au Grand-Duché de Luxembourg dans le domaine de l'audiovisuel ;
- avoir une expérience professionnelle dans le secteur de la production cinématographique ou audiovisuelle luxembourgeoise, notamment en ayant effectué un stage ou une activité auprès d'un opérateur économique actif dans ce secteur audiovisuel ; et/ou
- avoir contribué à renforcer le rayonnement de la culture luxembourgeoise au niveau national et international, notamment en ayant remporté un prix au Filmpräis, en ayant été nommé ou ayant remporté des prix/festivals nationaux ou internationaux ou encore en ayant été nommé ou ayant remporté un prix d'académie à l'étranger.

COMPÉTENCES DANS LE DOMAINE AUDIOVISUEL

Dans le cadre d'une aide « Carte Blanche », sont retenus au titre de compétences dans le domaine audiovisuel :

- les diplômes (tout cycle confondu) ou certificats de participation à des workshops ou autres programmes sanctionnant une formation dans le domaine audiovisuel ; et/ou
- la participation à l'élaboration d'au moins 1 œuvre audiovisuelle (tout format confondu) sur les 3 dernières années.

TRANSMÉDIA

Projet qui a pour vocation de décliner des contenus d'un même univers narratif, ceci sous plusieurs formes de diffusion, de circulation, d'exploitation (i.e. cinéma, télévision, plateforme web, réseau sociaux, téléphone portable, expérience réalité virtuelle-augmentée, etc.).



ANNEXE 2

FORMULAIRE DE DEMANDE

Version en vigueur
au 1^{er} janvier 2024



FORMULAIRE D'AIDE « CARTE BLANCHE »

INFORMATIONS RELATIVES AU PORTEUR DE PROJET

Attention à ne remplir que les informations qui vous concernent, soit « Personne physique », soit « Personne morale ».

Personne physique :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse postale : _____

Téléphone : _____ E-Mail : _____

Personne morale :

Dénomination de la structure : _____

Personne de contact : _____

Adresse postale : _____

Téléphone : _____ E-Mail : _____

INFORMATIONS RELATIVES AU PROJET

Titre prévisionnel ou définitif du projet : _____

L'œuvre originale adaptée (le cas échéant) : _____

Format : _____

Minutage : _____ Genre : _____

Langue(s) : _____

Montant total des coûts : _____ Montant demandé : _____

Auteur.e(s)/Réalisateur(s).rice(s)

Nom : _____ Prénom : _____

Nationalité : _____ Pays de résidence : _____

ANNEXES**Documents obligatoires :**

1. Un logline (3 phrases maximum) ;
2. Un synopsis long (environ trois pages) ou concept pour les projets « documentaire » et « expérimentaux » ;
3. Un scénario pour les projets de courts-métrages de fiction ;
4. Une lettre d'intention rédigée et signée par la personne qui assume le rôle du producteur, et dans laquelle il stipule le montant sollicité auprès du Fonds ;
5. Une lettre d'intention artistique (sur le style, la structure, les aspects visuels, la description des personnages ou autres) rédigée et signée par la personne qui assume le rôle de réalisateur, de l'auteur et/ou de l'auteur-réalisateur ;
6. Une stratégie de diffusion/promotion du projet ;
7. Si le projet est adapté d'une œuvre préexistante, l'accord de l'auteur de l'œuvre de référence et/ou de ses ayant-droits (contrat de cession des droits ou option) ;
8. Le Budget sous forme libre ;
9. Le plan de financement ;
10. Le CV de la personne qui assume le rôle de producteur. Ce document doit mentionner la date et le lieu de naissance ;
11. Une copie recto-verso de la carte d'identité de la personne qui assume le rôle du producteur, et au cas où elle n'est pas de nationalité luxembourgeoise, un certificat attestant du lieu et de la durée de résidence au Grand-Duché de Luxembourg, ou tout document/renseignement pouvant démontrer son ancrage avec la culture luxembourgeoise ;
12. Le ou les CV de la ou des personne(s) qui assume(nt) le ou les rôle(s) d'auteur et/ou de réalisateur. Ce(s) document(s) doit (doivent) mentionner la date et le lieu de naissance ;
13. Une copie recto-verso de la carte d'identité de chaque personne assumant le rôle du réalisateur et/ou de l'auteur, et au cas où elle n'est pas de nationalité luxembourgeoise, un certificat attestant du lieu et de la durée de résidence au Grand-Duché de Luxembourg ou tout document/renseignement pouvant démontrer son ancrage avec la culture luxembourgeoise ;
14. Un relevé d'identité bancaire du compte courant du bénéficiaire du projet.



Documents facultatifs :

1. Un scénario ou traitement pour les projets de longs-métrages et de séries de fiction ;
2. Un DVD, fichier vidéo (H.264), lien vidéo (i.e. Vimeo, Youtube, etc.) ou une clé USB d'une œuvre précédente ;
3. Des éléments visuels (moodboard, teaser) ;
4. Un vidéo-pitch ;
5. Tout autre information jugée utile.

A noter que tous les éléments énumérés (obligatoires et facultatifs) doivent être disposés dans l'ordre ci-avant et compilés dans un fichier électronique unique en format PDF.

Signature du requérant

Nom : _____

Date : _____



ANNEXE 3

FORMULAIRE DE DEMANDE DE VERSEMENT DU SOLDE

Version en vigueur
au 1^{er} janvier 2024



DEMANDE DE VERSEMENT DU SOLDE DE L'AIDE « CARTE BLANCHE »

Titre du Projet : _____

V/réf. dossier : ACB- _____

Requérant : _____

Le soussigné sollicite le versement du solde de l'aide allouée au projet sous rubrique d'un montant de :

_____ €.

En justification de la demande, le soussigné certifie :

- ▶ que le coût final du projet sous rubrique s'élève à _____ € ;
- ▶ que l'aide allouée a été consacrée dans son entièreté aux dépenses de production du projet mentionné à l'article 2 de la convention signée entre le Fonds et le requérant en date du _____ ;
- ▶ avoir remis au Fonds une copie du projet réalisé (support DVD, USB, chargement en ligne) ;
- ▶ avoir remis au Fonds une copie du bordereau du dépôt légal auprès du Centre national de l'audiovisuel (CNA)* ;
- ▶ avoir remis au Fonds une liste de l'équipe de production du projet : artistes, techniciens, studio de post production ayant participé à la réalisation du projet.

Luxembourg, le _____

Nom du requérant : _____

Signature :

***Attention : Le montant mentionné à la rubrique « Budget définitif » du bordereau du dépôt légal au CNA doit correspondre au coût final renseigné dans la présente demande.**